



DÉCLARATION LIMINAIRE – CDEN 35- Jeudi 2 avril-

17 heures

Monsieur le Secrétaire Général, Mme la vice présidente du conseil Départemental, M le Directeur académique, mesdames et messieurs les membres du CDEN

L'école n'est pas une variable d'ajustement budgétaire !

De l'argent, il y en a ! La preuve : le futur porte-avions français destiné à succéder au *Charles de Gaulle* est estimé à **environ 10 milliards d'euros** et les programmes d'avions de combat Rafale représentent **plus de 11 milliards d'euros!**

On nous explique qu'il n'y aurait pas d'argent pour l'école publique. On préfère financer des armes plutôt que l'avenir de nos enfants. **Et, dans le même temps**, le gouvernement de M Macron envoie des lettres aux jeunes femmes de 29 ans pour les sensibiliser à la natalité, comme si le futur du pays pouvait se décider sur des courriers, alors que l'éducation des enfants qui sont déjà là..... manque cruellement de moyens.

L'administration nous présente une équation mathématique simpliste : 1300 élèves en moins dans le premier degré, c'est potentiellement 59 classes à fermer. **Mais rassurez-vous, nous dit-on, avec seulement 29 suppressions de postes, nous ne faisons supporter que la moitié de cette baisse démographique ! Tout va bien...** Et pendant ce temps, au second degré, eux **ils la supportent à 100 %**.

Mais cette équation est **fausse !** L'école ne se gère pas avec des tableaux Excel, elle se construit avec des projets éducatifs qui respectent les droits des enfants et les réalités des territoires.

Une nation qui ne prend pas soin de sa jeunesse est une nation qui ignore son avenir !

Première erreur : 1500 élèves en situation de handicap n'ont pas l'accompagnement AESH auquel la loi leur donne droit. Ces enfants comptent pour deux ou trois dans la charge réelle des classes. Fermer des classes dans ces conditions est une violation de la loi.

Deuxième erreur : 1200 élèves attendent une place dans une structure spécialisée. Pendant des années, ils restent dans les classes ordinaires, perturbant les apprentissages et surchargeant les enseignants. C'est pour nous de la maltraitance institutionnelle **déguisée en inclusion**. L'argent existe pour régler ce problème, mais il n'est pas investi là où il devrait l'être.

Troisième erreur : la création de 10 nouveaux PAS avec 7 postes pris sur la dotation publique du premier degré, alors que d'autres départements bénéficient de dotations spécifiques.

La véritable équation est donc accablante : les chiffres présentés servent une politique d'austérité qui ne correspond **en rien à la réalité des besoins du terrain**.

La carte scolaire n'est pas un simple tableau : c'est un choix politique qui détermine l'avenir de nos territoires. La dégradation des conditions de travail n'est pas acceptable !

Nous aimerions revenir sur la fermeture définitive de l'école de Lohéac qui va passer de 4 à 3 classes avec pourtant 77 élèves ..Le nombre d'élèves est pourtant le même depuis 4 ans et cette fermeture fera le jeu du privé !

Nous le répétons : l'éducation n'est pas un coût, c'est l'investissement le plus rentable pour notre pays. L'argent existe, il suffit de le mettre au bon endroit : dans l'école publique et dans nos services publics !

Merci de votre écoute

Valéry Lamoure et Tanguy Noël